



## **La Ville de Paris demande au gouvernement un moratoire sur la baisse des dotations en 2017**

**Depuis 2012, le cumul de la baisse des dotations et de la hausse des péréquations a amputé le budget de la Ville de Paris de plus de 1Md€. Poursuivre à ce rythme entraverait sans nul doute la reprise de l'économie. La Ville de Paris demande au gouvernement de réviser cette politique et de soutenir davantage l'effort d'investissement des collectivités locales.**

La Maire de Paris, Anne Hidalgo, a présidé cet après-midi une réunion du Conseil Stratégique des Finances de Paris. Les perspectives financières de la collectivité parisienne pour 2017 ont notamment été évoquées : la Ville de Paris devrait ainsi faire face à un choc externe de 280 M€ qui résulte exclusivement des décisions de l'Etat.

Depuis 2012, le cumul de la baisse des dotations et de la hausse des péréquations a amputé le budget de la Ville de Paris et des Parisiens de plus de 1Md€ de ressources. A ce rythme, dès 2018, la collectivité parisienne contribuera davantage aux fonds de péréquation qu'elle ne recevra de dotations.

Les dépenses de fonctionnement de la collectivité parisienne sont maîtrisées : hors dépenses de péréquation, elles n'ont augmenté que de 0,8 % en 2015 et sont projetées, au budget primitif 2016, en progression de 0,6%.

Dans le cadre d'une stabilité de la fiscalité locale, la Ville de Paris a fait le choix résolu de l'investissement public, en faveur du logement, des transports publics, de la transition écologique, de l'innovation : 10 Mds€ sont investis et permettent de soutenir l'emploi et l'activité économique, en Ile-de-France et en France grâce au rôle moteur de l'économie parisienne. Cet effort, exceptionnel au regard du recul de l'investissement public et notamment local, se traduira par 30.000 emplois directs et indirects chaque année.

Le maintien des capacités d'investissement des collectivités locales est décisif pour affermir la croissance française et faire reculer le chômage alors que dans le même temps, les enveloppes du fonds de soutien à l'investissement local prévu dans la loi de finances pour 2016 par l'Etat n'ont pas été encore débloquées.

Poursuivre à un rythme identique en 2017 la baisse des dotations de l'Etat aux collectivités et, concomitamment, la progression des charges de péréquation, entravera sans nul doute la reprise de l'économie française.

La Ville de Paris demande par conséquent au gouvernement de réviser cette politique de baisse systématique des dotations aux collectivités locales et de soutenir davantage l'effort d'investissement des acteurs locaux.

**Contact presse** : Mathilde Pieraut / [presse@paris.fr](mailto:presse@paris.fr) / 01.42.76.49.61